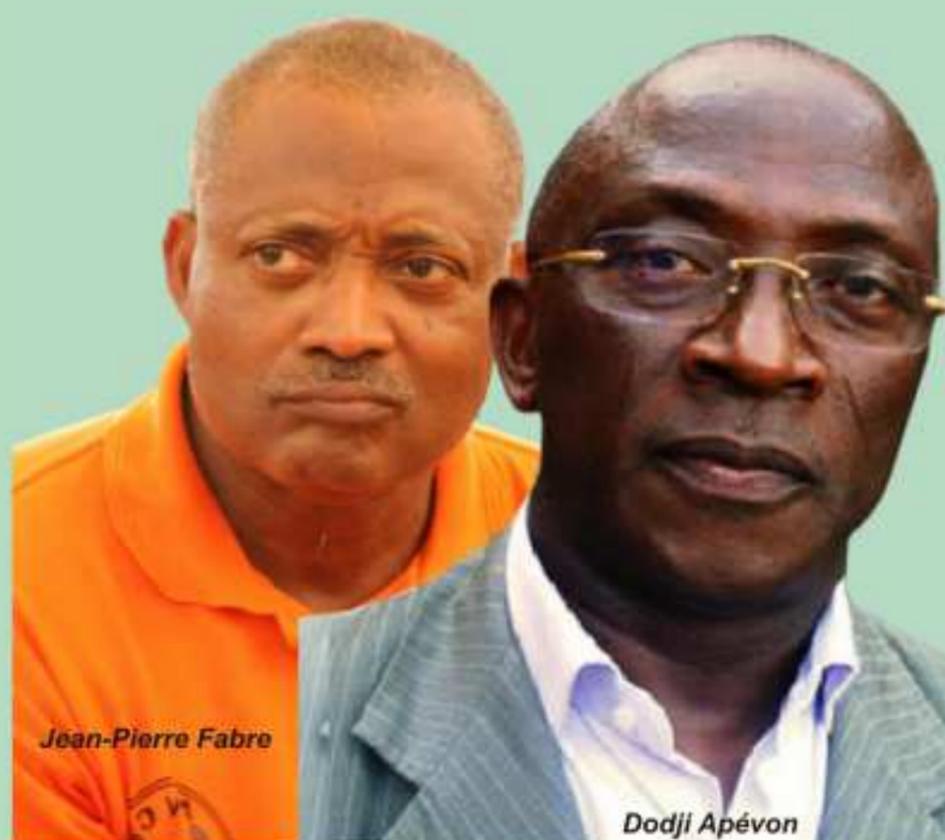


Hebdomadaire Togolais d'informations, d'analyses et de publicités

## BOUSCULADE POUR UN FAUTEUIL PRÉSIDENTIEL P.3



Jean-Pierre Fabre

Dodji Apévon

# Le CST et la Coalition arc-en-ciel divaguent

### PRÉSIDENTIELLE DE 2015

## Le MJPG mobilise P.4 les populations à la base



## Fête traditionnelle « TOGBUI-AGNI » Le canton de Tado dans la préfecture P.8 du Moyen-Mono a vibré dans l'allégresse

### REPENSER AUTREMENT LE MÉTIER DE ZÉMIDJAN



## Une mutuelle des conducteurs de taxi moto voit le jour P.6



# Alerte Virus Ebola

## **EBOLA : EVITONS TOUS LA PROPAGATION DU VIRUS!**

Le virus Ebola, maladie virale hautement contagieuse et très mortelle, sévit depuis quelques mois dans la sous-région ouest africaine. L'Organisation Mondiale de la Santé, OMS, vient de décréter l'épidémie comme une « **urgence de santé publique de portée mondiale** ».

Cela indique donc qu'une mobilisation générale doit être engagée par tous pour éviter la propagation du virus.

Signalons au Centre de Santé le plus proche, aux numéros d'urgences habituels et au **numéro vert 111**, tout cas suspect présentant l'un des signes cliniques accompagnant une forte fièvre suivants :

- diarrhée sanglante
- selles noires
- saignement du nez, de la peau, des gencives ou à tout autre endroit du corps
- sang dans les urines
- crachats contenant des traces de sang
- sang dans les vomissements.

Evitons la contagion de la maladie en observant le respect scrupuleux des règles élémentaires de prévention suivantes :

- éviter tout contact direct avec les personnes malades ou mortes de la maladie
- éviter de manipuler du sang, des sécrétions, des organes ou des liquides biologiques d'animaux ou de personnes infectés,
- ne pas manipuler les gibiers tels que les agoutis, les rats, les souris, les porcs épics, les lièvres, les antilopes, les chauves-souris, les chimpanzés, les gorilles (vivants ou morts).

### **Evitons tous la propagation du virus d'Ebola !**

CECI EST UN MESSAGE DU CONSEIL NATIONAL DES PATRONS DE PRESSE.

Siège : Maison de la presse, Tokoin Trésor - BP : 81213-Lomé-Togo  
Tél : (00228) 90 11 05 06 / 90 15 87 53 / 22 35 77 66 - Email : conapptogo@yahoo.fr

BOUSCULADE POUR UN FAUTEUIL PRESIDENTIEL

## Le CST et la Coalition arc-en-ciel divaguent

Atcha

Pour une opposition saisonnière, il y a un temps pour être en activité et un autre pour le sommeil profond. Au Togo, la période d'activité rime avec élection et l'opposition s'identifie par de l'agitation. C'est ce même spectacle que l'on observe depuis quelques mois du fait de l'échéance de la présidentielle de 2015 qui se rapproche. En panne d'inspiration, les stratégies n'ont pas évolué. Face à l'adversaire politique, la peur de l'échec met une frange de cette opposition en transe. Toutes les tentatives sont mises en œuvre pour éliminer l'adversaire de la compétition notamment par la rue, la désinformation, l'interprétation subjective des textes constitutionnels, la manipulation de l'opinion tant nationale qu'internationale. Ainsi, le faux débat sur la limitation du mandat présidentiel avec fixation sur la probable candidature du président Faure Gnassingbé n'a pas prospéré l'article 59 de la constitution en vigueur est assez clair et



Jean-Pierre Fabre (CST)

stipule que « le président de la République est élu au suffrage universel direct et secret pour un mandat de cinq (5) ans. Il est rééligible ». De telles manœuvres ayant échoué, il faudra s'apprêter à solliciter début mars 2015 le suffrage des élec-

teurs pour espérer avoir le quitus d'être le président de la 5ème République. Alors pour tromper la vigilance de leurs suivistes, des simulacres de concertations en vue d'une unicité de candidature sont enclenchés. Pas trop tôt de conclure à l'échec de cette alliance entre le collectif prétendant sauver le



Dodji Apévon (Coalition Arc-en-ciel)

Togo et la coalition arc-en-ciel. Le spectacle est à mourir de rire avec la valse de contestations des uns contre d'autres. Jean Pierre Fabre, Apévon Dodji, Bassabi Kagbara, Tchassona Traoré, Koffi Yamgnane et d'autres qui s'échauffent en silence, tous lorgnent le fauteuil

présidentiel. Pour une question de candidature, Abass Kaboua et Jean Kissi n'étaient pas loin d'en venir à se cogner lors d'une réunion du CSt et de la Coalition arc-en-ciel. Ceux qui ont toujours bruyamment lancé des injectives en direction du pouvoir sans être inquiétés sont aujourd'hui incapables de supporter leurs propres écarts de langage. Sur un même fait le mensonge semble prendre le pas sur la réalité. En se comportant ainsi à quelques mois de la présidentielle, l'opposition dévoile son vrai visage. En effet, de la vieille génération à la génération montante, rien de nouveau après plusieurs décennies de divagation politique. Tout se ramène à une opposition toujours pleurnicharde et incapable de se prendre en charge. Après avoir traîné les pas à envoyer les propositions de noms de leurs représentants en vue de la recomposition de la nouvelle ceni, le cst et la coalition arc-en-ciel tentent de bloquer le processus de préparatifs de la présidentielle à venir. C'est ce qu'il faut retenir de la récente sortie médiatique de ces deux regroupements politiques de l'opposition dont les soucis doivent se trouver plutôt ailleurs. Le semblant d'être ensemble est l'arbre que cache la forêt dans le contexte du conclave des miracles attendus.

PREPARTIFS EN VUE DE LA PRESIDENTIELLE DE 2015

## Le processus enclenché

Tanko

A quelques mois de la présidentielle de 2015, les préparatifs se précisent. En attendant la mise en place d'une nouvelle équipe, la commission électorale nationale indépendante (ceni) poursuit ses activités en toute légalité. La ceni étant permanente, le code électorale dispose que les membres de la ceni restent en place jusqu'à l'installation de la nouvelle équipe. Prévue pour se tenir au plus tard début mars 2015, l'élection présidentielle, comme l'organisation de tout autre scrutin, répond à un chronogramme précis. C'est dans cette logique que la ceni a entamé une série d'activités afin d'éviter par la suite des cafouillages. Déjà une mission des anciens centres de vote a été menée dans l'ensemble du pays. Cela a permis à la sous-commission chargée des opérations électorales à la



Extase Adanu Akpotsui, membre de la CENI

ceni de proposer la mise en place de nouveaux bureaux de vote dans certaines localités dans le but de les rapprocher des populations. Au terme de cette mission d'évaluation la quantité de kits nécessaires a été donc commandée. La formation des formateurs des agents électoraux se déroule d'une étape à une

autre. Le recrutement des agents électoraux est en cours sur la base d'une procédure transparente. Pour le président de la sous-commission des opérations électorales à la Ceni, Extase Adanu Akpotsui, les activités se déroulent dans la sérénité. Contrairement à certaines déclarations politiques, l'in-

dépendance de la Ceni n'a en aucun moment été entamée par des interférences. En vérité le ministre Gilbert Bawara ne dicte pas des injonctions, mais vient tout simplement, en qualité de ministre de tutelle, s'enquérir de l'évolution des travaux. D'ailleurs ce n'est pas la faute aux membres en place si le renouvellement tarde. Le CSt et la coalition arc-en-ciel doivent plutôt reconnaître qu'ils se sont fait trop prier pour transmettre à l'Assemblée nationale les propositions de noms de leurs représentants. En effet, la préparation d'une élection ne saurait butée aux caprices d'une opposition incapable de se définir. Et comme à son habitude, le fait de vouloir retarder les choses participe d'une stratégie visant à rejeter les tords d'une mauvaise organisation sur le pouvoir. Une porte ainsi ouverte aux contestations et à l'agitation. Le peuple togolais est fatigué de tels errements.

PRÉSIDENTIELLE DE 2015

## Le MJPG mobilise les populations à la base

**Des associations et mouvements de jeunes réunis au sein du Mouvement des Jeunes pour la Popularisation de la bonne Gouvernance (MJPG) encore appelé « majorité silencieuse », se sont retrouvés le samedi 23 août dernier au relais de la commune de Tsévié dans la préfecture de Zio. Il s'agit de: la Défense de Notre Cause Commune (DNCC), l'Alliance des Femmes Unies pour le Développement (AFUD), l'Association des Conducteurs de Taxi et de Taxi Moto (AC2TM), la Génération Ensemble on est Faure (GEF) et la Synergie des Forces pour un Développement Intégral (SYFODI).**

**Atcha**

C'est à travers les universités de vacances 2014, que plusieurs jeunes venus des préfectures

future élection présidentielle de 2015.

Les universités de vacances 2014, selon M. Atuyo Hubert, président de la DNCC constituent des retrouvailles pour les



de la région maritime se sont retrouvés pour réfléchir et définir des stratégies de mobilisation pour la présidentielle de 2015 et contribuer à l'enracinement de la démocratie au Togo.

Lors de leurs dernières sorties, les membres de « la majorité silencieuse » ont démontré leur détermination à œuvrer dans le sens d'une bonne gouvernance qui est l'un des soucis majeurs du président de la République, Faure GNASSINGBE.

En effet, c'est une occasion pour la « majorité silencieuse » de se concerter sur les différentes stratégies à mettre en œuvre pour la victoire de Faure GNASSINGBE à la

associations et mouvements qui soutiennent le président Faure GNASSINGBE.

Ces universités permettent aux associations et mouvements réunis au sein du MJPG de se retrouver, de partager leurs points de vue et de définir les stratégies à adopter pour un succès éclatant lors de la élection présidentielle de 2015. Atuyo Hubert a exhorté la jeunesse de la « majorité silencieuse » à plus de mobilisation : « la prochaine élection présidentielle est déjà en préparation et nous y sommes particulièrement attendus et notre engagement à être utile à notre pays doit être encore plus

manifeste que par le passé pour faire de cette élection un succès qui rehausse l'image de notre pays dans le monde », a-t-il déclaré.

« Le défi est d'autant plus important que tous les togolais n'ont pas la même vision constructive. Certains s'impatientent de gérer le pouvoir et font feu de tout bois pour parvenir à leurs fins », a déclaré M. Agbessi Kossi, coordonnateur de la « Majorité silencieuse ».

Parlant des grandes questions d'actualité na-

tion qui pense qu'il s'agit d'une manœuvre du Chef de l'Etat et de son gouvernement mais, la « Majorité silencieuse », pour sa part, soutient que le débat sur ces réformes ne peut se faire qu'à l'Assemblée Nationale.

Selon des explications données par Mme Abi Animondom, trésorière du MJPG, c'est l'assemblée nationale qui a les prérogatives pour mener ce débat. En envoyant ce projet au parlement, le gouvernement avait fait son devoir. Il revenait aux députés de voter et de rendre leur verdict. Ce qui a été fait.

On peut donc ne pas être d'accord sur leur position mais ce qui est important ici c'est que chaque institution joue plei-

et le Développement à la Base (REJADE) membre de la « Majorité silencieuse » a tenu à Dapaong son université régionale de vacances ; occasion pour le président de ce mouvement, l'honorable Bankati Bolagbede d'appeler à la mise en union des idées, savoir faire et expérience en vue de soutenir le processus de renforcement de l'Etat de droit, de la démocratie, du développement socio-économique et de réconciliation enclenché par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Il a invité les militants réunis au centre communautaire de Dapaong à s'impliquer résolument à tous les niveaux du processus électoral jusqu'à assurer la victoire du président Faure.



Les militants lors des Universités dans la Savane

tionale, l'on tient, entre autres, pour acquis l'indépendance de la justice. Même si on est une personnalité de l'Etat, on doit répondre devant la justice de ses faits. Nul n'est censé être au-dessus de la loi. Ainsi, tout citoyen togolais doit subir la rigueur de la loi s'il advenait qu'il est déclaré coupable d'un quelconque

nement sa partition. « Pour le reste, la démocratie est la loi de la majorité », a conclu Mme Abi.

En attendant que l'Union pour la République, UNIR, investisse lors d'un congrès son candidat pour la présidentielle de 2015, la « Majorité silencieuse » a déjà choisi F a u r e

A Bassar, le 30 août, c'est l'Association des Jeunes Engagés de la Kara (AJEK) qui était en université de vacances pour le compte de la région de la Kara. C'était au centre culturel de Bassar. « Cette retraite s'imposait, pour remobiliser la troupe et la mettre en ordre de bataille pour affronter avec le succès



L'assistance

acte.

S'agissant des réformes conditionnelles et institutionnelles, le parlement avait récemment rejeté le projet de loi du gouvernement. Cela est mal apprécié par l'opposi-

Gnassingbé. « Certains disent que Faure Gnassingbé doit partir, mais nous disons : il reste », a souligné Atuyo Hubert applaudi par les participants.

Le 29 août, le Réseau des Jeunes pour l'Action

attendu, les prochaines échéances électorales qui approchent à grands pas et qui mettent déjà les états - majors politiques en ébullition », a déclaré Régis Talikpéti, président de l'AJEK.

### Lettre de la KOZAH

Hebdomadaire Togolais d'informations, d'analyses et de publicités

Récépissé N° 00389 / 31 / 12 / 09 / HAAC

E-mail: lettredekozah@yahoo.fr  
BP. 4869 Lomé-Togo  
Contacts: 90 13 34 21 / 22 34 13 45

Directeur de publication  
Atcha Tanko

Rédaction: Bady-Sassiréré, Solime D., Tchaa, Ali Assoumaïla

Infographie: Benjamin K. Tchabi

Imprimerie: La Colombe

Tirage: 2000 exemplaires

## Pascal Bodjona a-t-il besoin d'un masque politique ?

Ibrahim

L'affaire d'escroquerie internationale dans laquelle l'Emirati Abass Al Youssef demeure le plaignant n'a pas encore dit son verdict. Il accuse plusieurs personnes de lui avoir malhonnêtement soutiré près de 25 milliards de francs cfa. Selon le plaignant, le togolais Agba Sow Bertin est le principal cerveau de cette arnaque. L'ancien ministre Pascal Bodjona et le français Loïc Le Floc Pringent sont également indexés d'avoir eu un rôle à jouer. La justice togolaise saisie du dossier mène sereinement la procédure pour la manifestation de la vérité. Les derniers développements concernent d'une part le fugitif Agba Bertin rattrapé

en Grèce et l'ancien ministre Pascal Bodjona déposé à la prison civile de Tsévié. C'est justement sur le cas de l'ex porte parole du gouvernement que semble se vocaliser un certain débat non sans polémique. En effet convoqué le 21 août dernier par la justice pour l'étape de l'interrogatoire au fond du dossier, Pascal Bodjona assisté de ses avocats en évoquant des questions procédurales n'a pas accepté répondre aux questions du doyen des juges d'instruction. Une telle attitude a violé selon le juge les dispositions du contrôle judiciaire. Alors au lieu de repartir chez lui, l'ancien ministre s'est plutôt retrouvé en prison. Dans l'opinion on a du mal à comprendre que dans une af-



Pascal Bodjona

faits ne sont pas similaires, l'épilogue de l'affaire d'attentat contre la sûreté de l'Etat ayant impliqué Kpatcha Gnassingbé et coaccusés amène aujourd'hui les Togo-lais à la retenue pour ne pas prendre aveuglement position. On se rappelle qu'avant le procès dans cette affaire d'attentat contre la sûreté de l'Etat, certains croyaient à tout sauf l'existence concrète de preuves pouvant accabler les accusés. Mais au procès les aveux ont fini par clouer le bec à tous ceux là qui pen-

saient à une manœuvre d'élimination politique d'un adversaire.

## Des juges intègres disent non à la corruption dans l'affaire de détournement à Ecobank-Togo

Ibrahim

L'affaire fait des vagues et continue d'alimenter les débats dans l'opinion. Il s'agit d'une affaire de délinquance financière au siège du groupe Ecobank-Togo où des sommes estimées à 2,6 milliards de francs cfa ont été frauduleusement soutirées par dame Elvire Grunitzky, cadre dans la dite institution. Cette fraude massive a été possible grâce à des complicités dont le nom de Jonathan Fiawo, actuel président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) est abondamment cité. Les deux principales personnes accusées de malversation financière se connaissent très bien. Saisie de ce dossier, les vérifications de la justice togolaise ont abouti à l'inculpation des présumés accusés et leurs complices. Dans l'attente du dénouement de cette affaire sans doute au terme d'un procès, l'heure est aux tractations de couloirs pour essayer de brouiller des pistes du dossier. Mieux, une bataille médiatique est mise à contribution ainsi que des velléités de corruption de juges. Mais tout cela ne semble pas ébranler la sérénité du système judiciaire. Le processus de réforme et de la modernisation de la justice tient ses promesses. Le Togo est résolument engagé à tourner le dos aux mauvaises pratiques. C'est l'image d'un Etat où des considérations fantaisistes ne doivent pas prendre le dessus sur l'éthique. Au nom d'une justice équitable, nul n'est intouchable. Le cas Elvire Grunitzky et Jonathan Fiawo est un signal retentissant



Jonathan Fiawo

dans les oreilles de tous ceux qui en raison de leur statut social ou politique ou administratif se croient tout permis. Le président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé n'a cessé de rappeler dans ses adresses à la nation, les pilleurs, corrupteurs et corrompus à l'ordre. Ceux qui persistent dans les mauvaises pratiques, mais ne sont pas encore inquiétés ne doivent pas se frotter les mains car plusieurs dossiers relatifs aux détournements sont sous des loupes et le moment venu, les auteurs en répondront. Le gouvernement togolais dans ses programmes d'activité multiplie des initiatives pour maximiser la collecte des recettes ainsi que l'amélioration du climat des affaires. Alors les investisseurs n'ont rien à craindre car la cloche de la tolérance zéro au banditisme financier a sonné.

faire où ce dernier continue de clamer son innocence, l'interrogatoire au fond du dossier suscite autant de réticence. Cela pourrait faire penser qu'il s'agit d'une esquivance visant à masquer des vérités. Sinon à défaut de preuves bétonnées lors d'un procès, c'est le présumé coupable qui en sortirait tête haute. Même si les

Aujourd'hui Pascal Bodjona chante le même refrain : « je suis un détenu politique. » En attendant de connaître du fond de ce dossier d'escroquerie cette tendance à se barricader derrière des préjugés politiques n'émeut pas grand monde.

## EBOLA et politiques africaines : j'accuse !

Lorsque le virus EBOLA a frappé assez durement l'ex-Zaïre (actuelle République Démocratique du Congo, RDC) en 1976, personne ne se doutait que nous allions voir cette terrible épidémie de fièvre hémorragique virale nous tomber sur la tête, au cours de cette année 2014...

Lorsque le ciel tomba sur la Guinée en janvier 2014, avec une épidémie fulgurante, couvrant la Guinée forestière jusqu'à Conakry, avec plusieurs centaines de morts, les pays voisins, encore moins les autres pays de l'Afrique occidentale, ne s'alarmèrent guère outre mesure...

L'imprévoyance légendaire du nègre n'avait pas anticipé la catastrophe sanitaire qui nous étrangle aujourd'hui. Les politiques africaines de santé, détestables depuis nos indépendances dans les années 1960, n'ont pas fondamentalement changé : budget de santé squelettique pour la quasi-totalité de nos pays (± 10 % du budget national dans le meilleur des cas !), quasi-absence de politique de recherche scientifique, salaires misérables des agents de la Santé publique y compris pour les professeurs de Médecine et les rarissimes chercheurs (en biologie, biologie médicale, médecine, chimie ou pharmacie, etc.), infrastructures sanitaires inexistantes ou rudimentaires, non entretenues ou négligées, absence de couverture sanitaire universelle, j'en passe et des pires...

Lorsque nous avons vu le Dr KENT BRANTLY et la coordinatrice du personnel, Nancy Writebol (deux américains de l'ONG Samaritan's Purse), guéris de l'infection à virus EBOLA, grâce au sérum expérimental ZMAPP, fabriqué par la société de biotechnologie américaine MAPP



David Ihou

BIOPHARMACEUTICAL (avec la collaboration d'une société canadienne), mon cœur ne peut que bondir de joie, mais, en même temps, j'étais triste que cette merveille ne soit pas l'œuvre, même en infime partie, d'une société

Suite à la page 6

REPENSER AUTREMENT LE MÉTIER DE ZÉMIDJAN

## Une mutuelle des conducteurs de taxi moto voit le jour

Solah

Le métier de Zémidjan longtemps considéré comme un secteur non organisé veut se refaire une nouvelle image. C'est dans cette dynamique que des réflexions ont abouti à l'idée de mettre sur pied une mutuelle des conducteurs de taxi-moto. A cet effet, 97 délégués de ce

corps de métier venus de toutes les régions du Togo sont depuis hier en assemblée générale constitutive à Lomé. Les travaux ont pour cadre les locaux de la FOPADESC sise à Agoè Nyivé. L'ouverture des travaux a connu la présence remarquable de la directrice de la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI)

madame Ingrid Awadé. Pendant deux jours de travaux, les participants auront à échanger sur la mutuelle, son objet et les statuts. Cette assemblée générale a lieu après les rencontres des 20 août à Sokodé, 21 août à Dapaong, 22 août à Kara, 23 août à Atakpamé, 24 août à Kpalimé et 26 août à Lomé. Ces rencontres préliminai-

res ont permis d'enregistrer déjà 5051 conducteurs de taxi-moto. Par cette mutuelle, les adhérents disposeront désormais d'un produit de promotion sociale donnant l'avantage de mieux se soigner par une couverture maladie, d'assumer les vieux jours, d'avoir de meilleures conditions d'acquisition de leurs motos. Des études ont révélé que 40% des conducteurs ne sont pas propriétaires de leurs motos ce qui n'est pas sans désagrément à leur endroit.



Ingrid Awadé, DG de la DOSI

Pour la directrice générale de la DOSI, « les Zémidjan sont des acteurs importants de la vie économique et sociale ». C'est pourquoi il convient de réfléchir ensemble pour trouver une solution aux problèmes dont ils font face au quotidien. En repensant ainsi ce

métier, les familles des concernés connaîtront des jours moins difficiles qu'auparavant. Le meilleur est à venir. Cela proviendra du sérieux, de l'engagement et de la détermination de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce projet, M. Vincent Kavagué responsable de l'équipe de pilotage en est confiant.

## EBOLA et politiques africaines : j'accuse !

Suite de la page 5

africaine... Cette société californienne, financée en partie par l'armée américaine, a mis au point, depuis des années, ce cocktail d'anticorps monoclonaux, c'est-à-dire, de molécules dirigées spécifiquement contre une autre molécule, et permettant sa destruction par le système immunitaire de l'animal ou du sujet à qui ce sérum est administré. Lorsque le Directeur des services des Maladies Infectieuses de l'hôpital de l'Université EMORY, à ATLANTA, BRUCE RIBNER, embrassa les deux miraculés, devant ses collaborateurs et une nuée de journalistes, je me suis écrié : Bravo et félicitations, chers collègues !

Pour information, Le ZMAPP est constitué de trois anticorps monoclonaux qui agissent sur trois sites différents du virus EBOLA et le neutralisent, grâce à la production d'anticorps, par le malade...

Aujourd'hui, la firme pharmaceutique anglaise GLAXO SMITH KLINE et deux ou trois autres firmes, travaillent d'arrache-pied, pour nous sortir sous peu, après les essais cliniques, un vaccin contre la Fièvre Hémorragique Virale (FHV) à virus EBOLA... Ici encore, l'Afrique ne pointe pas son nez dans la recherche de solutions sérieuses aux maladies ravageuses...

Mais, le continent noir est pointé présent, quand il s'agit de bouffonneries politiciennes, de guerres tribales ou civiles, de rébellions armées, ou de gangstérisme militaro-religieux comme ce que font Boho Haram au Nigéria, les Shebab en Somalie, l'Armée de Résistance du Seigneur de Joseph Koni en Ouganda etc. Nous n'avons pas d'argent pour nous nourrir correctement, nous n'arrivons pas à trouver un bon repas journalier, mais nous trouvons de l'argent, pour acheter des armes, pour nous entretuer, enle-

ver nos filles pour les vendre ou les prostituer, dans un délire religieux et/ou politique, alors que les hauts lieux de la religion, comme Rome ou la Mecque sont des villes accueillantes et tolérantes...

Pour ne pas enfoncer le clou plus loin, je me réjouis de faire et de réitérer les propositions ci-après :

Il y a deux ou trois ans de cela, j'avais proposé que le TOGO, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso, et le Niger (les cinq pays du Conseil de l'Entente), mutualisent leurs ressources financières et humaines, pour créer un grand Laboratoire de Recherche Sous-Régionale (LRSR), pour la recherche biomédicale et pharmaceutique. Ce Laboratoire jouerait le rôle de la " FOOD and DRUG ADMINISTRATION " américaine, pour contrôler tous les produits pharmaceutiques et alimentaires dans l'espace du Conseil de l'Entente, autoriser l'entrée dans cet espace des produits pharmaceutiques ou autres, provenant du reste du continent et du monde, et faire des recherches pointues sur les maladies tropicales ou autres...

Aujourd'hui, le défi à nous lancé par le virus EBOLA, devient pesant et je pense que le cadre des 5 pays est trop étroit à ce jour, et qu'il faut élargir le cercle au niveau de la CEEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Avec un potentiel humain, minier, économique, financier, culturel aussi colossal, quoi de plus facile que de mutualiser toutes nos ressources, pour recruter des chercheurs de très haut niveau, anglophones, francophones, hispanophones ou autres, pour mettre au point ce Centre International d'Excellence, qui va rivaliser de talents avec les plus grands pays du monde. On n'aura pas besoin d'attendre " les Blancs ", et faire la grimace devant eux, pour avoir deux ou

trois doses de sérum expérimental pour nos malades de fièvre hémorragique virale ! Ou attendre toujours d'eux la découverte d'un vaccin pour telle ou telle maladie. La lèpre, le paludisme, la tuberculose, les parasitoses, les maladies dégénératives et héréditaires, etc. auront à faire à nos chercheurs africains, mais aussi, européens, américains, chinois, indiens, pakistanais, etc. recrutés par le LRSR, sur la base de l'excellence...

Reste que les décideurs politiques nous laissent travailler dans la quiétude et la sérénité, en réglant les problèmes des rébellions, des délires religieux, islamiques ou chrétiens, et des politiciens véreux prompts à lancer dans le gouffre leur pays, pour des ambitions personnelles stupides...

Depuis l'année 1976 où l'épidémie de FHV à EBOLA est apparue au Congo Kinshasa, aucun pays africain, aucun dirigeant de notre continent, ne s'est sérieusement penché sur la question et les solutions idoines à trouver, pour éloigner de nos populations, le spectre de la mort en série et en masse de nos populations...

Cette épidémie à virus d'EBOLA est venue à point nommé, pour rappeler à l'ordre, nos dirigeants, hommes politiques, acteurs de la société civile, et tous les intellectuels du continent, sur la nécessité pour nous les Nègres, de travailler dur, très dur, pour nous hisser à la hauteur des autres peuples.

L'épidémie du virus de l'immunodéficience acquise humaine (VIH 1 et VIH 2) nous a trouvés, démunis, sur le bord des routes de la recherche. Aujourd'hui, c'est la FHV à virus EBOLA qui nous retrouve à la même place... C'est honteux, et relevons enfin le défi...

**Dr David IHOU, Consultant en Géopolitique et Stratégie Sécuritaire.**

### Intervention de la Directrice générale de la DOSI

Les Zémidjans, acteurs de la vie économique, relient les fermes les plus éloignées aux grandes agglomérations. Ils favorisent le transport des produits agricoles, des marchandises et des commerçants des villes et des villages vers les marchés. Avec les difficultés que rencontrent les voitures de transport sur les routes, les villages et hameaux reculés, recourir aux Zémidjans devient souvent la principale alternative pour arriver à assurer le transport des personnes et des marchandises.

Il est donc nécessaire de souligner l'importance de cette activité tant sur le plan économique que social. D'où la nécessité de s'asseoir, discuter et réfléchir ensemble afin de trouver les voix et moyen pour améliorer les conditions de vie et de travail des conducteurs de taxi moto que vous êtes.

Se poser les bonnes questions, c'est commencer à trouver des approches de solutions face aux difficultés rencontrées. Je suis certaine qu'à la sortie de ces deux jours de discussions, de réflexion et d'assemblée constitutive de votre mutuelle, nous ferons des progrès significatifs dans l'amélioration du travail des Zémidjans.

Le gouvernement togolais, à travers le ministère des transports et la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI), s'engage au côté des Zémidjans, afin de lutter durablement contre la vulnérabilité et la précarité dans ce secteur, réduisant par conséquent la pauvreté.

La Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI) en tant qu'institution en charge de l'économie informelle s'occupe de l'opérationnalisation dudit projet à travers un certain nombre d'axes stratégiques visant la réduction de la pauvreté au Togo.

Le Ministère des transports agit comme un acteur de premier plan dans l'organisation des systèmes de transport au Togo. Il s'appuie sur une collaboration étroite avec ses partenaires pour optimiser les efforts de chacun dans un contexte de partage de responsabilité. Il est donc le ministère technique chargé de l'application, de la vulgarisation de cette politique sectorielle. Il est en charge de l'organisation des Zémidjans et de leur encouragement à s'intégrer aux programmes qu'ils élaboreront ensemble avec les institutions qui les accompagnent.

Ce programme répond aux besoins exprimés par les acteurs de ce secteur, relatifs à leur accès aux soins médicaux, à leur vieillesse et à la sécurité de leurs revenus, dans le cadre de l'amélioration de leur condition de vie, en s'appuyant sur la déclaration de politique générale du gouvernement et les orientations de la SCAPE, de consolider les bases d'une croissance forte, inclusive et durable.

# Le Maroc s'engage pour l'opérationnalisation du fonds Africa 50

Le ministre de l'Economie et des Finances, Mohamed Boussaid, reçoit, à Rabat, une délégation de la direction de la BAD. La domiciliation du Fonds Africa50 au Maroc consacre la réussite de la place de "CFC" comme centre financier régional et international.

"Le grand challenge devant le Fonds est d'intéresser les institutions internationales, non régionales, à lever la somme nécessaire pour la capitalisation initiale qui s'élève à 3 milliards de dollars, et qui sera portée à long terme à 10 milliards de dollars", c'est ce qui a estimé Mohamed Boussaid, mi-

nistre de l'Economie et des Finances.

Le Maroc s'engage à prendre toutes les mesures et dispositions nécessaires, en vue de la mise en place et de l'opérationnalisation du Fonds Africa50 dans des conditions optimales, afin d'assurer son succès et son rayonnement, a affirmé, lundi à Rabat, le ministre de l'Economie et des Finances, Mohamed Boussaid.

"Le Maroc compte, au-delà de l'aspect hébergement, jouer un rôle important pour assurer le bon démarrage et l'opérationnalisation réussie du fonds

Africa50", a assuré Mohamed Boussaid lors d'une réunion avec une mission de la direction de la Banque africaine de développement (BAD), qui est en visite au Royaume pour annoncer l'accomplissement des formalités relatives à la constitution juridique du Fonds et à l'établissement de son siège social à "Casa Finance City" (CFC).

Dans ce cadre, le ministre s'est félicité de la décision prise par la BAD de retenir le Maroc et en particulier CFC pour héberger ce Fonds, au terme d'une évaluation rigoureuse des offres présentées par neuf pays afri-

cains membres de la BAD, notant que l'offre présentée par le Royaume a mis en avant sa stabilité politique, économique et sociale, ainsi que ses avancées réalisées en termes de réformes institutionnelles et structurelles.

tutions financières internationales et régionales, des fonds de pensions, des fonds souverains et d'entités du secteur privé.

Charles Boamah a, dans ce sens, salué le rôle majeur qu'a joué le Maroc dans l'implantation du



Il a, à cet égard, précisé que l'offre marocaine a été appuyée par l'engagement de Sa Majesté le Roi Mohammed VI en faveur du développement en Afrique et de la mise en place de partenariats mutuellement bénéfiques et des projets de développement économique, humain et social.

La domiciliation du Fonds Africa50 au Maroc vient également consacrer l'attractivité et la réussite de la place de CFC en tant que centre financier régional et international, devant jouer un rôle clé dans l'intégration financière et le développement économique et social du continent, a-t-il poursuivi.

"Le grand challenge devant le fonds est d'intéresser les institutions internationales, non régionales, à lever la somme nécessaire pour la capitalisation initiale cible du Fonds qui s'élève à 3 milliards de dollars, et qui sera portée à long terme à 10 milliards de dollars", a estimé le ministre.

Ce Fonds vise à doter le continent africain d'un mécanisme de financement innovant permettant d'accroître la mobilisation de ressources à grande échelle et d'attirer des financements privés pour résorber le déficit en infrastructures du continent africain.

Pour sa part, le vice-président de la BAD chargé des finances, Charles Boamah, a mis en avant le rôle que joue le Fonds Africa50 dans le développement des infrastructures en Afrique, relevant que le Fonds vise à attirer des investissements de sources variées, provenant notamment des Etats africains, des insti-

Fonds à CFC, en facilitant les procédures et en offrant toutes les conditions nécessaires pour son installation, précisant que la phase suivante consiste à effectuer des visites aux pays africains pour la levée de 3 milliards de dollars.

Le Fonds Africa50 sera établi comme une société financière à vocation commerciale avec sa propre structure de bilan, de gestion et de gouvernance, alors que ses opérations seront réalisées à travers une branche d'activité de développement de projets, centrée sur la préparation et la réalisation de projets d'infrastructure bancables, et une branche d'activité de financement de projets, à travers l'offre d'une gamme complète de produits de financement pour soutenir le secteur des infrastructures en Afrique.

La structure de l'actionariat du Fonds Africa50 a été conçue de manière à fournir une proposition d'investissement attractive pour les investisseurs. A ce titre, le Fonds Africa50 émettra trois catégories d'actions qui seront allouées aux Etats africains, aux institutions de financement régionales et internationales de développement et autres institutions financières publiques, ainsi qu'aux sociétés privées et aux particuliers.

Le Fonds Africa50 est un nouvel instrument créé à l'initiative de la BAD, dont le principe avait été entériné par les ministres des Finances africains lors des Assemblées annuelles de la BAD en mai 2013 à Marrakech, qui est dédié au financement des infrastructures dans le continent africain.

MAP



N°2010/024/METP/CAB/SG/SE-CPO  
N° d'Immatriculation : 931478  
N° CA/DG/ESTAC

## COMMUNIQUE

L'art du journalisme commence avec des dispositions à acquérir. L'Ecole Supérieure des Techniques et Arts de la Communication (ESTAC) vous offre à la rentrée 2014 - 2015 la formule du Brevet de Technicien en journalisme à cette fin.

Le BT journalisme, c'est un BAC professionnel. Vous avez le BEPC, le niveau seconde ou première, saisissez votre chance.

Evidemment, en plus du BT, l'ESTAC vous offre aussi l'opportunité d'une formation sanctionnée par le BTS et la Licence Professionnelle.

La rentrée est fixée au **29 septembre 2014** et le concours de bourse, le mercredi **27 septembre** pour l'entrée en première année de BTS et l'entrée en troisième année.

Epreuves du concours : Français et Culture générale

Le dossier d'inscription doit comporter :

- 1 copie du diplôme ou attestation du BAC, BTS ou Licence
- 1 copie du certificat de naissance
- Une somme de 5 000f.

Pour tous renseignements, vous pouvez vous adresser à l'ESTAC,  
Tokoin Trésor, 159, Rue Amou - Oblo - DGV  
Tél: (228) 23 38 06 63 / 91 82 21 01 / 92 36 68 02  
Site web: [www.estac-togo.com](http://www.estac-togo.com)

Tokoin Trésor, 159, Rue Amou - Oblo - DGV  
B.P. : 3857 Tél. : (228) 22 20 62 70 / 23 38 06 63 / 91 82 21 01 / 90 81 46 32  
E-mail : [estac3000@yahoo.fr](mailto:estac3000@yahoo.fr)  
Lomé - TOGO

## Fête traditionnelle « TOGBUI-AGNI »

# Le canton de Tado dans la préfecture du Moyen-Mono a vibré dans l'allégresse

Le samedi 30 août dernier le canton de Tado a vibré au rythme de la tradition, danses et sonorités folkloriques.

avec à sa suite le ministre Djossou SEMONDJI de la Planification et de l'Aménagement du

édition 2014, suivie du discours du chef DJIDJOLE, président de EWETO, association des chefs traditionnels

Chef de l'Etat qui n'a pas été en reste dans l'organisation des festivités ainsi que sa sollicitude envers le

effet, profitant de sa présence dans le canton, il s'est rendu sur trois (3) sites d'exécution du mini-projet d'adduction en eau potable par l'entreprise Midnight Sun, qui a été financé à plus de 3 Milliards de FCFA par la Banque Arabe de Développement Economique en Afrique. Ce projet qui a été installé aussi à Danyi, Elavagnon et Tohoun permettra de réaliser les bornes fontaines, des réservations pour les branchements particuliers en vue de soulager la souffrance que vivent les bonnes femmes au quotidien. Avec un taux d'exécution actuelle de 25%, ce projet s'inscrit dans le programme social du président de la République son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE dont le



Le ministre Nabagou au micro



Togbui Agni

Ils étaient là enfants, jeunes, vieux, hommes et femmes pour la circonstance. Pour l'édition de 2014 qui a été placée sous le signe de la paix et de la réconciliation, les fils et filles originaires de Tado ont relié en masse le site du palais royal du dit canton ; place forte et incontournable de la civilisation de l'ethnie des Adja-Ewé du Togo et de la sous-région. Autorités administratives locales, cadres du canton, députés à l'Assemblée Nationale, dignitaires religieux et traditionnelles

territoire, le consul Victor SOSSOU, directeur général de l'entreprise des travaux publics Midnight Sun, tous deux natifs du milieu. Débuté avec la sortie du 187<sup>ème</sup> roi « TOGBUI-AGNI » sur la cour du palais royal, un roi qui ne sort de son logis qu'une fois l'an. L'occasion lui a été

EWE du Togo et de celui de la délégation béninoise. Tous à travers leur message ont respectivement souligné l'importance des festivités de cette fête et ont reconnu la place particulière que Tado occupe dans les traditions des Adja-Ewé. En tant que

canton de Tado en général. Ils ont enfin réaffirmé leur indéfectible soutien à sa politique de rassemblement et de réconciliation de tous les togolais et aussi du développement pour tous. En réponse le Ministre NABAGOU de l'Equipement rural et représentant du Chef

souci permanent est de permettre à tout togolais d'avoir un accès facile à l'eau potable. Selon les cahiers de charge, les travaux devront être livrés d'ici mai 2015 afin de

venus du Togo, du Ghana, du Benin ainsi que ceux de la diaspora n'ont pas voulu se faire compter l'évènement. Le Chef de l'Etat son excellence Faure Essozimna GNASSINGBE très rattaché à la promotion du patrimoine culturel Togolais, n'a pas été en marge des festivités. Il a de se fait dépêché son ministre de l'Equipement rural M. Nabagou Bissonne pour cette occasion solennelle. Arrivé à la mi-journée sur les lieux,

donné de prier publiquement les mânes des ancêtres afin qu'ils conjurent les mauvais sorts mais aussi, il les a remerciés pour les récoltes qui ont été données par la terre nourricière. Puis ce fut le moment des joutes oratoires. L'assistance, en effet, a été tenue en haleine par différentes allocutions en l'occurrence le mot de bienvenue du chef canton de KPEKPLEME, celui du président du comité d'organisation de « TOGBI AGNI »

capitale par excellence du peuple Ewé qui selon des investigations inachevées compterait plus de 46 ethnies disséminées de part le monde. A l'endroit du gouvernement les intervenants ont plaidé pour la construction d'un palais et d'un musée digne de ce nom à Tado afin de sauvegarder et pérenniser la tradition et culture du peuple Adja. Ils n'ont pas manqué de réitérer avec insistance leur reconnaissance au

de l'Etat a souligné l'attachement de ce dernier à la revalorisation de la tradition nationale et son soucis d'inscrire résolument le Togo dans le développement. C'est sur ces mots pleins de sens que le cérémonial a pris fin et rendez-vous est pris sur 2015 pour une nouvelle édition de la fête traditionnelle « TOGBIAGNI ». Le ministre de l'Equipement rural en marge des festivités du jour bien avant, a joint l'utile à l'agréable. En

soulager un temps soi peu les populations environnantes. Satisfait du contrôle et du bon déroulement des travaux, le ministre de l'Equipement rural a réaffirmé toute la disponibilité du gouvernement et en particulier de son département a accompagné Midnight Sun pour une bonne exécution du projet dans l'intérêt des populations bénéficiaires.



Officiels et cadres s'adressant aux populations

